

## 15. Projet de GNL Québec et Énergie Saguenay : Quels avantages et quels inconvénients ?

Romain Chesnaux

Quelques faits et données pour éclairer le débat et permettre à chaque citoyenne et citoyen de se positionner

### 1. Certains avantages réels promus par GNL Québec et Énergie Saguenay sur les court et moyen termes

#### Création d'emplois

Il est indéniable que le développement d'une industrie crée de l'emploi. À ce niveau, l'effet positif pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, serait le développement de l'immigration. La région pourrait ainsi devenir un pôle d'immigration important au Québec, qui permettrait de combler les emplois créés par la mise en place de GNL Québec. La région pourrait ainsi devenir une région cible pour l'accueil, entre autres, de réfugiés, d'immigrants et d'étudiants internationaux, lesquels œuvreraient pour la prospérité économique de la région. Il est à noter que la création d'emploi sera somme toute limitée considérant qu'Énergie Saguenay prévoit l'emploi de seulement 1 350 emplois directs et indirects pendant les opérations pour un projet qui coûtera 8 à 9 milliards de dollars.

#### Gaz naturel, un hydrocarbure plus « propre »

La consommation du gaz méthane est moins polluante au niveau du bilan carbone que celle du charbon ou du pétrole de sables bitumineux, bien que toutes ces sources d'énergie fossiles sont, par définition, non renouvelables et non durables. Ceci étant, les impacts environnementaux de la combustion du méthane peuvent être moindres que pour d'autres types d'hydrocarbures. Il convient de souligner, en revanche, que ce n'est pas toujours le cas lorsqu'on examine l'ensemble du cycle d'exploitation de l'hydrocarbure.

### 2. Des inconvénients et des effets pervers sur les moyen et long termes

#### Gaz de schiste et fracturation hydraulique

Le gaz transporté proviendrait de l'industrie des gaz de schiste par fracturation hydraulique dans l'Ouest canadien, dont les impacts environnementaux sont catastrophiques. En effet, cette industrie est extrêmement polluante vis-à-vis de l'effet de serre et de la contamination/pollution des eaux souterraines. Il y a aussi la problématique des puits qui, une fois que le gaz naturel a été extrait du sous-sol, sont abandonnés et continuent de produire des émanations fugitives incontrôlées de méthane, qui contribuent à augmenter l'effet de serre et à accélérer le réchauffement climatique.

**Il va de soi qu'un projet de transport de gaz naturel cautionnerait l'exploitation des gaz de schiste.**

#### Exploitation d'une ressource non renouvelable et non durable

L'exploitation du gaz est, comme toute ressource fossile, non renouvelable, non durable. En effet, on estime que les réserves de gaz de schiste du nord-est de la Colombie-Britannique contiennent 10 000 milliards de mètres cubes de méthane, ce qui correspond au volume de gaz consommé mondialement pendant 3 ans. L'exploitation de toutes ces réserves de gaz s'échelonne sur 25 ans (la durée d'une génération), après quoi les infrastructures, qui auront coûté des milliards de dollars aux contribuables, ne seront bonnes que pour le musée. Que restera-t-il pour les générations futures ?

**Devant ce constat, il va de soi que le projet de transport de gaz, dont les bénéfices en termes d’approvisionnement en énergie sont à très court terme, est non durable.**

### **Les écarts de richesse se creuseraient**

Les écarts de richesse entre riches et pauvres se creuseraient : les emplois profiteraient à un petit nombre de travailleurs qui gagneraient des salaires plus élevés. Cette augmentation de la richesse entraînerait une augmentation des coûts de la vie insoutenable pour les travailleurs déjà établis dans la région et qui ne bénéficieraient pas de ces salaires plus avantageux. Les écarts de richesse avec les non-travailleurs se creuseraient encore davantage. L’exemple de la ville de Fort McMurray, en Alberta, montre les conséquences vicieuses d’une croissance de richesse déséquilibrée, qui entraîne d’importantes fractures sociales résultant du paradoxe d’un boom économique s’accompagnant de graves problèmes de pauvreté et de misère sociale.

### **Évaluer le coût collectif de la création d’emploi : un projet moins rentable qu’on le pense**

Il faut analyser combien il nous coûte collectivement de créer les emplois promis par GNL Québec. Hydro-Québec et les tarifs préférentiels offerts représentent la plus grande subvention de l’État à ce projet (à l’heure actuelle, aucun autre soutien n’a été promis par le gouvernement). Les tarifs préférentiels offrent plusieurs centaines de millions de dollars d’économies à l’entreprise. Pour mesurer la rentabilité du projet, il est donc nécessaire de déterminer le coût des aides préférentielles par emploi créé. Ainsi, quel est le gain net par emploi créé ? C’est à partir de ce calcul qu’il est nécessaire d’évaluer si d’autres avenues ne sont pas plus rentables...

### **Le paradoxe fiscal : Des retombées fiscales pour qui et, surtout, à quel prix pour les contribuables que nous sommes ? Au prix de nos impôts ?**

Il a été montré que les retombées fiscales locales seraient très limitées. Les bénéfices engendrés par le projet retourneraient, en grande partie, à de

grandes multinationales et investisseurs étrangers qui placent leurs fonds dans les paradis fiscaux, limitant ainsi les retombées fiscales principalement aux intérêts privés, plutôt qu’aux régions qui assumeraient les risques environnementaux reliés au projet. Au contraire, les contribuables que nous sommes paieraient le fort prix pour ce projet en subventionnant l’électricité produite par Hydro-Québec et qui serait vendue à un faible prix à GNL Québec pour réaliser la liquéfaction des gaz de schiste, tout en n’étant plus disponible pour réaliser la transition vers des énergies moins polluantes.

### **Le coût environnemental en termes d’émissions carbone**

Outre les effets de l’exploitation du gaz de schiste sur l’effet de serre et les changements climatiques, le procédé de liquéfaction est extrêmement énergivore et consommateur d’électricité. Le Québec est-il prêt à faire usage de son électricité pour la production de gaz liquéfié ? Cela revient à transformer de l’électricité en gaz liquéfié, qui apparaît comme un non-sens. Notre énergie hydroélectrique à faible émission de carbone pourrait notamment servir à diminuer les émissions carbone d’autres secteurs, tels que le transport et l’agriculture, plutôt qu’à augmenter les émissions carbone déjà très élevées reliées à cette industrie.

### **Le Saguenay-Lac-Saint-Jean au cœur d’un conflit énergétique de nature géopolitique**

De gros intérêts géopolitiques se trament bien loin du Québec, et les promesses de richesse et d’emplois servant à des intérêts locaux et provinciaux sont des leurres. Les développements de transport gazier envisagés serviront des intérêts extérieurs qui ne sont pas les nôtres. En effet, à l’heure où des tensions s’accroissent entre les grandes puissances productrices et consommatrices de ressources fossiles (notamment le gaz naturel) entre les pôles États-Unis/Chine/Europe/Russie/Moyen-Orient, peut-on se demander si les infrastructures gazières qui seraient mises en place au Québec ne serviront pas plutôt les intérêts des grandes puissances ? Le projet GNL Québec se destine à alimenter l’Europe en gaz, laquelle dépend complètement de l’extérieur pour son alimentation en

gaz, dont la consommation n'a de cesse d'augmenter. Or, cinq pays se partagent la presque totalité des réserves mondiales de gaz : Les États-Unis et le Canada, la Russie, la Chine et l'Iran. Ces cinq pays convoitent tous le marché européen. En soutenant un projet d'alimentation de l'Europe en gaz nord-américain, comme le projet GNL Québec, le bloc nord-américain souhaite subtiliser le marché gazier au bloc Russe/Chine/Iran. Ce dernier convoite actuellement le marché européen, qu'il approvisionnerait grâce à un gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne, qui est actuellement en cours de développement. Il en ressort que derrière ces grands projets de développement gaziers se cache une guerre géopolitique.

Le Québec et le Canada veulent-ils se retrouver au cœur de tels conflits mondiaux ? Le Québec souhaite-t-il s'engager sur cet échiquier de tensions et devenir un bouc émissaire de grandes puissances, alors que le Québec jouit déjà d'une indépendance énergétique avec l'hydro-électricité et le développement de sources énergétiques renouvelables qui le positionnent comme chef de file mondial dans ce développement de transition ? Il faut se questionner : est-ce que continuer de miser sur les ressources fossiles nous permet de progresser ou de régresser ? Aurons-nous, au Québec, encore le pouvoir et l'indépendance politique suffisants pour faire face aux pressions extérieures, qu'elles proviennent d'intérêts privés et/ou politiques, ne servant pas nos propres intérêts ?

Aussi, accueillir des infrastructures aussi vulnérables sur le territoire québécois ne ferait-il pas de la province, et du Canada dans son ensemble, la cible de conflits futurs entre les grandes puissances, au-delà des simples conflits géopolitiques ?

Enfin, les enjeux géopolitiques occasionnent une grande volatilité des prix, dans des horizons à court et à moyen termes. À long terme, personne ne peut prévoir l'évolution des prix des hydrocarbures, dans un contexte de désengagement des secteurs financiers dans ce type d'industries.

### **Un patrimoine naturel unique à sacrifier ?**

Le projet d'Énergie Saguenay altérerait significativement les écosystèmes et le paysage dans les espaces continentaux, côtiers et maritimes en impliquant des infrastructures lourdes pour le

transport terrestre du gaz, sa liquéfaction et son exportation par voie maritime. Souhaitons-nous la destruction programmée d'un patrimoine naturel (le Fjord) qui fait encore la richesse du Saguenay Lac-Saint-Jean et qui le démarque encore d'autres régions dont le patrimoine naturel a été sacrifié pour l'industrie ? Or, c'est sur ce patrimoine naturel du Saguenay Lac-Saint-Jean qu'il faut miser pour assurer la prospérité future de la région qui a les moyens de se positionner en leader d'une transition écologique qui n'est plus optionnelle, mais nécessaire.

### **Un tourisme et des activités traditionnelles locales à sacrifier ?**

Le Fjord du Saguenay et le fleuve Saint-Laurent deviendraient des autoroutes d'immenses bateaux; l'augmentation significative du trafic maritime aurait un impact local important sur la faune marine (dont les baleines et les bélugas), qui constitue un attrait touristique amenant des retombées économiques importantes pour les régions bordant ces cours d'eau. La disparition de la glace le long du Fjord du Saguenay en hiver compromettrait les loisirs de pêche traditionnelle sur la glace. Le trafic occasionnerait aussi une augmentation de la pollution sonore et amplifierait les problèmes d'érosion des berges sur la Côte-Nord du fleuve Saint-Laurent et le Saguenay. Les infrastructures terrestres et le gazoduc altéreraient également le paysage de manières importante et irrémédiable.

### **Se positionner en faveur d'une industrie déjà en place et qui a fait ses preuves**

Il existe au Saguenay-Lac-Saint-Jean des industries déjà bien en place, comme l'industrie de l'aluminium, qui est l'un des fleurons de la région. C'est sur cette valorisation économique d'industries existantes qui ont participé et participent encore à la prospérité économique de la région qu'il faut tabler, plutôt que sur le développement de nouvelles infrastructures très coûteuses et non durables. Un bon exemple est la valorisation des résidus de l'industrie de l'aluminium avec le développement de nouvelles technologies qui permettront cette valorisation en extrayant des boues rouges des métaux de valeur et en minimisant la disposition de ces déchets : c'est sur la recherche

et le développement de ces technologies que nous misons actuellement et qu'il faudrait continuer à miser pour le futur.

**Penser au bien-être d'une génération future qui ne profitera plus des ressources fossiles comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant**

À nous toutes et tous de peser les pour et les contres pour décider ce qui sera le mieux pour l'avenir de nos enfants, petits-enfants et générations futures. Car, c'est nous, toutes et tous, ensemble, qui déciderons de leur sors et de quoi sera fait demain... Osons espérer que ce temps d'arrêt que nous impose la pandémie de COVID-19 nous permettra de nous questionner sur la nécessité de ce projet pour notre futur.